

M. Steinmeier, ministre fédéral des Affaires étrangères, ouvre la conférence de paix de Nuremberg: "Paix et réconciliation sont impossibles à atteindre avec une approche manichéenne"

25.6.2007

M. Frank-Walter Steinmeier a ouvert aujourd'hui, 25 juin 2007, à Nuremberg une conférence internationale de trois jours intitulée "Bâtir l'avenir sur la paix et la justice". Lors du discours d'ouverture qu'il a prononcé dans la salle historique de la Cour d'assises (salle 600), théâtre des procès de Nuremberg, le ministre a fait la déclaration suivante:

"La paix, la justice et le développement sont subordonnés l'un à l'autre. Mais nous savons aussi qu'il n'existe pas de plan tout fait pour aider les sociétés touchées par un conflit à trouver leur propre chemin. Paix et réconciliation sont impossibles à atteindre avec une approche manichéenne. Nous ne devons toutefois pas nous décourager devant la complexité des problèmes. C'est pourquoi nous avons fait du renforcement de la coopération dans le domaine de l'État de droit un thème central de notre présidence du G8."

M. Steinmeier a particulièrement souligné l'importance de la Cour pénale internationale:

"C'est dans cette salle qu'a commencé une évolution qui a atteint son apogée il y a cinq ans avec la création de la Cour pénale internationale. Cette Cour pénale, dont cent quatre États ont depuis reconnu le Statut, porte aujourd'hui l'espoir de vaincre l'impunité."

M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, avait préalablement adressé un mot de bienvenue personnel aux participants à la conférence et invité la communauté internationale à consacrer une attention accrue à l'opposition entre paix et justice.

Quatre cents experts et représentants internationaux de haut rang discuteront à Nuremberg jusqu'à mercredi de leur expérience en matière de processus de paix et de réconciliation dans le monde entier. La relation entre peine et pardon, l'étendue admissible de l'amnistie et la nécessaire mise en place de structures conformes aux principes de l'État de droit sont des questions déterminantes. La situation dans des pays comme l'Afghanistan, l'Ouganda, la Colombie ou l'Iraq met en évidence l'actualité prégnante de ce thème. Les conclusions de la conférence seront résumées et publiées dans une déclaration opérationnelle de Nuremberg.

C'est M. Günter Gloser, ministre adjoint aux Affaires étrangères, qui anime cette conférence à laquelle participent des personnalités aussi éminentes telles que Martti Ahtisaari, négociateur de l'ONU au Kosovo, M. Rangin Dadfar Spanta, ministre afghan des Affaires étrangères, M. Sharif Al-Zubi, ministre jordanien de la Justice, M. Erkki Tuomioja, ancien ministre finlandais des Affaires étrangères, M. Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale, Mme Sadako Ogata, ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Lakhdar Brahimi, gestionnaire de conflits expérimenté pour le compte de l'ONU, ainsi que Mme Sonia Picado, ancienne juge à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, représentante personnelle du Président costaricien Oscar Arias.